



Des banques genevoises au centre de l'industrie des sociétés offshore

Ministre géorgien poursuivi pour corruption, argent de l'extrême droite en France: de la BCGE en passant par la CBH ou la Deutsche Bank, les établissements de la place financière apparaissent au bout de nombreuses affaires mises au jour depuis dimanche. L'autorité de tutelle du secteur, la FINMA, va ouvrir une enquête.

Au sein de la classe politique, c'est la colère qui domine face à ces comportements

**Pierre-Alexandre Sallier
et Roland Rossier**

«Panama Papers»

Les données secrètes de quelque 215 000 sociétés offshore ont été obtenues par la *Süddeutsche Zeitung*, qui les a partagées avec le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). En Suisse, l'opération coordonnée par la cellule enquête du *Matin Dimanche* et de la *SonntagsZeitung*, paraît simultanément dans la *Tribune de Genève*, *24 heures*, le *Tages-Anzeiger* et le *Bund*.

Tout devait avoir changé. Depuis dimanche pourtant, nombre d'affaires opaques récentes mises au jour par les révélations des «Panama Papers» aboutissent à des comptes ouverts dans des établissements bancaires genevois.

La Suisse apparaît en deuxième position des places bancaires, derrière Hongkong, dans lesquelles les intermédiaires financiers ont le plus recouru aux services de

Mossack Fonseca, ce cabinet panaméen spécialisé dans la constitution de sociétés paravents. Ils représentent plus du sixième de toutes les entités répertoriées par l'ICIJ. Dans le peloton de tête des banques ayant eu recours à Mossack Fonseca figurent Safra Sarasin Luxembourg, Credit Suisse Channel Islands, HSBC Private Bank (Suisse) et la succursale de la rue du Rhône d'UBS.

La BCGE épinglée

Guère attendue dans ce marigot, la Banque Cantonale de Genève (BCGE) apparaît au détour de documents sur un compte ouvert en 2012 au bénéfice de l'ancien ministre de la Défense géorgien David Kézérachvili. Visé par une enquête pour corruption, ce dernier est sous le coup d'un mandat d'arrêt d'Interpol un an plus tard. Des révélations qui rappellent les activités sensibles de la banque: en Géorgie mais aussi en Azerbaïdjan, où elle collabore avec la banque Pasha.

Au sein de la BCGE, on ne souhaite pas évoquer en détail cette affaire, tout en soulignant que «toutes les obligations légales et de contrôle avaient été remplies, conformément à la législation applicable». La banque dit n'avoir «jamais participé à des montages de nature fiscale ou à la constitution de sociétés offshore pour ses clients», ceci en

raison de son statut d'établissement public.

Deutsche Bank, Baring ou CBH

Ni la banque Baring Brothers Sturdza (qui se nomme désormais Banque Eric Sturdza) ni la Compagnie Bancaire Helvétique (CBH) n'ont souhaité «commenter les informations publiées dans les médias», en invoquant le secret bancaire. Rappelons que la Baring hébergerait depuis 2007 le compte d'une société contrôlée par l'ancien joueur de football Michel Platini, récemment suspendu par la FIFA de toutes ses activités liées au football.

Quant à la CBH, c'est sa filiale des Bahamas qui est sur la sellette: une société appartenant au majordome et homme de confiance de Jean-Marie Le Pen, Gérald Gérin, serait abritée à Nassau, où travaillent une quinzaine de collaborateurs de la CBH (sur un total de 160).

Enfin, la filiale genevoise de la Deutsche Bank générerait des sociétés appartenant à trois des quatre enfants de Mian Nawaz Sharif, premier ministre du Pakistan. Ces détails ont été révélés par la *Süddeutsche Zeitung*, le journal allemand qui a reçu les fichiers des «Panama Papers».

«La surveillance en cause»

A la suite de ces révélations, la FINMA - l'autorité de tutelle du secteur - a annoncé



Tribune de Genève SA
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 41'213
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 123'340 mm²

dès lundi l'ouverture d'enquêtes afin de déterminer dans quelle mesure les banques ayant utilisé les services de Mossack Fonseca avaient enfreint la loi. «Le cœur du dispositif antiblanchiment est mis en cause, et l'Autorité de surveillance ne peut se contenter de sanctionner les manquements par de légères amendes anonymes, comme elle en a l'habitude», dénonce pourtant l'association Déclaration de Berne.

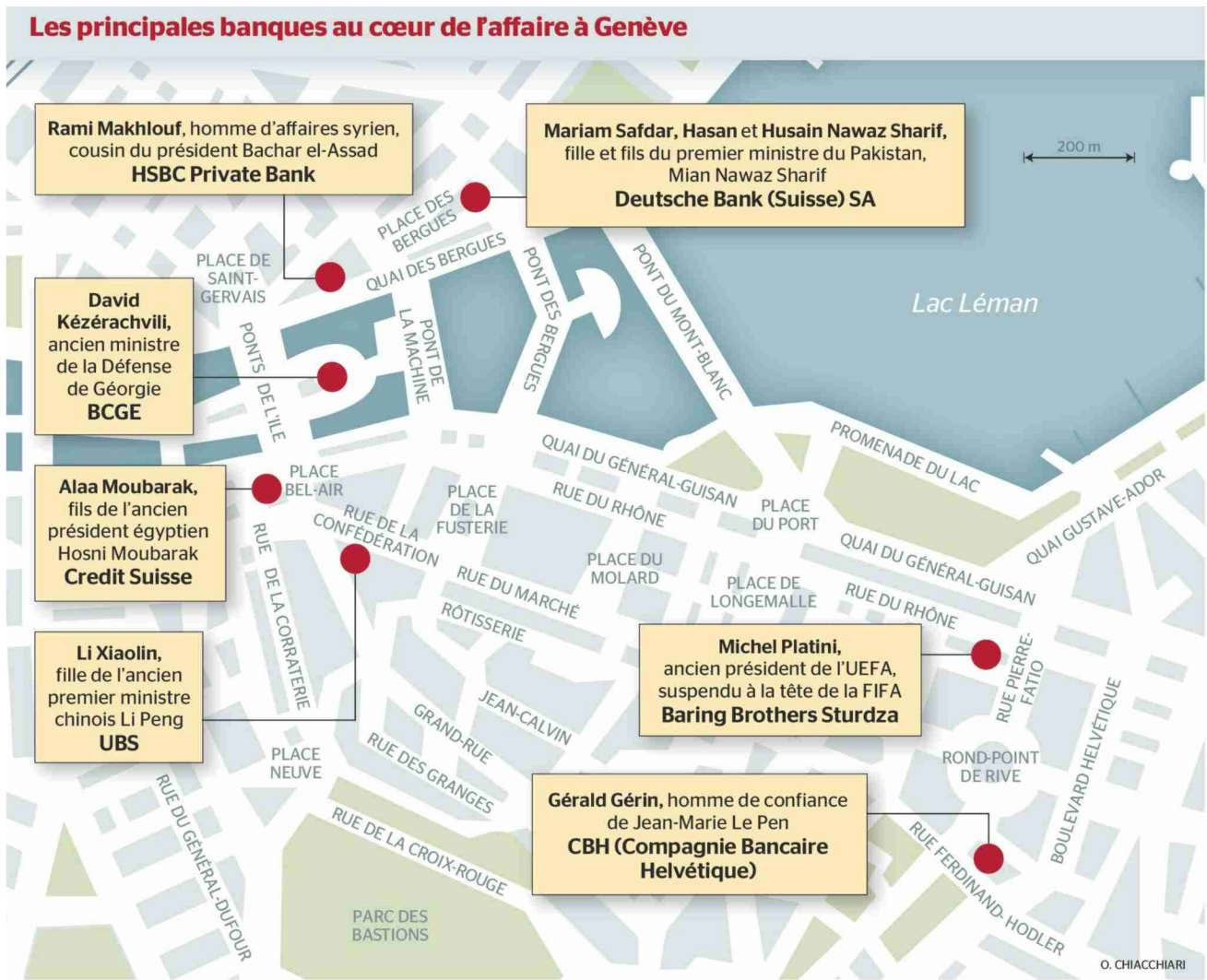
Plusieurs banquiers soulignent combien ce recours massif aux offshore - souvent utilisées comme un outil marketing - appartient à une époque révolue, lorsque la ma-

jorité de la clientèle étrangère ne déclarait pas ses comptes suisses au fisc.

Quid cependant des clients les plus sensibles - les «PEP» ou «Personnes exposées politiquement» dans le jargon? Les révélations des «Panama Papers» contrastent avec la nouvelle ère dans laquelle les banques disent être entrées. Ces dernières années, des centaines de personnes ont été recrutées par des services de «compliance» - leur police interne - et les formulaires à remplir avant d'accepter un client sont toujours plus nombreux: «Form A», «Form K», «Form T»... «Vous ne trouverez aucun

client PEP qui ne soit pas formellement en règle, au terme de la constitution d'un dossier très artificiel rempli de formulaires et de certificats mais passant à côté de la réalité du personnage», avoue un cadre passé par plusieurs départements de compliance. «Tout revient à une lutte de pouvoir entre les chargés de clientèle qui poussent à accepter le client - leur rémunération en dépend - et les chargés de la compliance», poursuit ce dernier. Qui ne fait pas mystère du sens dans lequel penche la balance.

Les principales banques au cœur de l'affaire à Genève





Tribune de Genève SA
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 41'213
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 123'340 mm²

Inquiétude et courroux plus que surprise

● Que des banques et des intermédiaires financiers suisses puissent être à nouveau pris les doigts dans le pot de confiture de l'évasion fiscale? Les révélations qui se suivent depuis le début de la semaine suscitent davantage d'inquiétude et de courroux que de surprise au sein du monde politique.

Les premiers à réagir, dès lundi, ont été les Jeunes Verts, qui ont condamné vigoureusement des pratiques «symboliques d'un système économique prédateur qui assèche les finances publiques aux dépens des peuples», selon la rhétorique enflammée d'Ilias Panchard, coprésident du parti. Et de réclamer l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire, l'instrument d'investigation le plus puissant aux mains du parlement, afin de mettre au jour l'étendue, sur le plan suisse, de ce système d'évasion fiscale criminelle.

La suggestion n'a eu aucun écho à Berne et restera lettre morte. «C'est ridicule», assène Dominique de Buman. Le PDC fribourgeois n'en est pas moins préoccupé. «Je ne vais pas revenir sur

ce qui a pu se passer avant 2008-2009. C'était une autre époque. Mais pour ce qui s'est passé après, c'est carton rouge! Chaque nouveau cas nuit à l'image de la Suisse. Il faut faire le ménage partout et assainir la place financière suisse.» Pour lui, la solution passe par le renforcement des contrôles sur les intermédiaires financiers. Deux nouvelles lois sur les services financiers et sur les établissements financiers seront bientôt en discussion au sein du parlement. «Les pressions sont déjà très sensibles», explique-t-il.

Accentuer la surveillance, c'est également la piste proposée par le PS. «Les règles de base, on les a, ou presque. Avec les nouvelles dispositions du GAFI, les intermédiaires financiers doivent identifier leurs ayants droit économiques. Mais le Parti socialiste veut savoir comment la FINMA et les organismes d'autorégulation surveillent effectivement les banques et les intermédiaires financiers. En fonction des réponses, on verra s'il faut renforcer le pouvoir de la FINMA et lui donner

davantage de moyens!» détaille Jean Christophe Schwaab.

Des règles suffisantes? Ada Marra, également socialiste, est loin d'en être convaincue. «Cette affaire montre que les gens qui le pensent ont tort. Le problème, c'est qu'à droite, on veut faire de la FINMA un organisme de promotion des banques, et non pas un gendarme financier!» dénonce-t-elle.

L'agitation politique de la gauche n'émeut guère le Genevois Christian Lüscher. Le vice-président du PLR suisse émet de gros doutes sur la portée réelle des «Panama Papers». «Ce scoop arrive comme la cavalerie après la bataille. On a déjà mis en place des règles, et on n'a pas besoin de davantage de surveillance car les banques font leur travail. Il n'y a plus aucun établissement ni aucun intermédiaire financier sérieux qui accepte de l'argent non déclaré. Bien au contraire. Ceux qui trichent doivent être poursuivis. Et le droit actuel permet déjà de le faire. On n'a pas besoin de nouvelles règles pour cela.» **Judith Mayencourt**